



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 76.713/4
du 3 juillet 2024

advies 76.713/4
van 3 juli 2024

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'portant
modification de l'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale du
10 novembre 2021 fixant le
règlement d'ordre intérieur de la
commission d'évaluation des
mandataires des services publics
régionaux de Bruxelles et des
organismes d'intérêt public de la
Région de Bruxelles-Capitale'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'betreffende de wijziging
van het besluit van de Brusselse
Hoofdstedelijke Regering van
10 november 2021 tot bepaling
van het huishoudelijk reglement
van de evaluatiecommissie voor
de mandaathouders van de
gewestelijke overheidsdiensten
van Brussel en van de instellingen
van openbaar nut van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest'

Le 11 juin 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2021 fixant le règlement d'ordre intérieur de la commission d'évaluation des mandataires des services publics régionaux de Bruxelles et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 3 juillet 2024. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Laurence VANCRAVEBECK, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Aurore PERCY, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 3 juillet 2024.

*

Op 11 juni 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'betreffende de wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 2021 tot bepaling van het huishoudelijk reglement van de evaluatiecommissie voor de mandaathouders van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel en van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 3 juli 2024. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Laurence VANCRAVEBECK, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Aurore PERCY, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 3 juli 2024.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, la section de législation attire l'attention du demandeur d'avis sur le fait qu'à la suite des élections du 9 juin 2024, le Gouvernement ne dispose plus, depuis cette date, de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 4, il y a également lieu de viser l'article 6, alinéa 4, de l'ordonnance du 19 juillet 1990 'portant création d'un Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale', remplacé par l'ordonnance du 9 juillet 2015.

2. Un arrêté du Gouvernement ne peut constituer le fondement juridique d'un autre arrêté réglementaire du Gouvernement.

Les visas figurant aux alinéas 5 à 8 seront omis ¹.

¹ L'article 463, alinéa 7, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles', l'article 456, alinéa 7, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale' et l'article 404, alinéa 5, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 août 2017 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente (SIAMU)' prévoient que le Gouvernement établit le règlement d'ordre intérieur des commissions d'évaluation. Pour autant, ces dispositions ne constituent pas le fondement juridique du projet d'arrêté à l'examen. Voir, en ce sens, l'avis 67.884/4 donné le 28 septembre 2020 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2021 'fixant le règlement d'ordre intérieur de la commission d'évaluation des mandataires des services publics régionaux de Bruxelles et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale'.

Si l'auteur du projet entend mentionner l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 août 2017 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente (SIAMU)' (ci-après : le « statut SIAMU »), l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles' (ci-après : le « statut SPRB »), l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale' (ci-après : le « statut OIP ») et l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 janvier 2021 'concernant le mandat du Fonctionnaire dirigeant, du Fonctionnaire dirigeant adjoint et des Inspecteurs généraux de l'Agence régionale pour la propreté', il y a lieu de le faire dans des considérants.

3. Le préambule sera complété par le visa des fondements juridiques des dispositions du projet qui concernent les mandataires des organismes d'intérêt public, outre ceux qui figurent aux alinéas 2 à 4.

4. Seules les formalités préalables à caractère obligatoire ² doivent faire l'objet d'un visa, les formalités facultatives pouvant être mentionnées dans des considérants. Le préambule sera revu en conséquence.

5. L'alinéa 14 sera revu afin de mentionner la décision du 18 décembre 2023 de l'Autorité de protection des données qui renvoie à l'avis standard n° 65/2023 donné le 29 septembre 2023.

6. L'alinéa 15 sera complété par la date du protocole du Comité de secteur XV.

DISPOSITIF

Article 2

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu de préciser que le texte existant de l'article modifié devient le paragraphe 1^{er} de cet article.

² Tel est le cas de l'avis du Conseil de gestion d'Actiris, conformément à l'article 18 de l'ordonnance du 18 janvier 2001 'portant organisation et fonctionnement d'Actiris'. Voir, en ce sens, l'avis 74.434/4 donné le 4 octobre 2023 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 novembre 2023 'portant modification (1) de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles, (2) de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 relatif à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services publics régionaux de Bruxelles, (3) de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale et (4) de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 relatif à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale'.

2. Par souci de sécurité juridique, il y a lieu de définir la notion de « Secrétariat des mandats », le cas échéant en le distinguant du secrétariat défini à l'article 1^{er}, 4^o, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2021 'fixant le règlement d'ordre intérieur de la commission d'évaluation des mandataires des services publics régionaux de Bruxelles et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale'.

3.1. L'article 11, alinéa 4, de l'arrêté du 10 novembre 2021 énonce qu'

« [a]ucun membre de la commission d'évaluation ne peut siéger s'il se trouve dans une situation de nature à mettre en péril son impartialité »³.

L'article 4, § 2, en projet de l'arrêté du 10 novembre 2021 tend à prévoir que le Secrétariat des mandats peut intervenir s'il a connaissance de « circonstances susceptibles d'empêcher un membre de la Commission d'évaluation de garantir son indépendance ou pouvant être perçues comme susceptibles de créer un conflit d'intérêt dans le chef du membre de la Commission d'évaluation ».

L'article 4, § 3, en projet énonce quant à lui que l'article 4, § 2, en projet est applicable aux

« faits susceptibles de mettre en cause l'obligation de loyauté, de dignité [et de] probité du membre de la Commission d'évaluation ».

3.2. À la question de savoir si la procédure visée à l'article, 4, § 2, en projet s'applique également au défaut d'impartialité au sens de l'article 11, alinéa 4, de l'arrêté du 10 novembre 2021, la déléguée du Ministre a donné la réponse suivante :

« Het toevoegen van deze procedure laat de mogelijkheid om een eventueel belangenconflict en dus onpartijdigheid van een bepaald commissielid vast te stellen, los van enig initiatief van het commissielid in kwestie. Deze procedure is dus inderdaad van toepassing op een eventuele onpartijdigheid.

De toevoeging objectieveert de inschatting van een eventuele onpartijdigheid door de mogelijkheid te installeren om het commissielid hierop attent te maken en te verplichten, met de verdere stappen zoals beschreven in het ontwerpbesluit ».

Par ailleurs, interrogée sur la notion de « conflit d'intérêt », notamment afin de savoir si elle s'apparente au conflit d'intérêt visé à l'article 10 du statut SPRB⁴, la déléguée du Ministre a répondu :

« Hieronder kan inderdaad dezelfde definiëring worden verstaan, namelijk 'een toestand waarin hij door zichzelf of door een tussenpersoon een persoonlijk voordeel heeft dat van die aard is om de onpartijdige en objectieve uitoefening van zijn ambt te beïnvloeden of de gewettigde verdenking te doen ontstaan van zulke invloed' ».

³ Voir également les articles 463, alinéa 8, du statut SPRB, 456, alinéa 8, du statut OIP et 404, alinéa 6, du statut SIAMU.

⁴ Voir également les articles 10 du statut OIP et 293, alinéa 1^{er}, 2^o, du statut SIAMU.

Enfin, à la question de savoir si l'obligation de loyauté, de dignité et de probité vise une hypothèse encore distincte, la déléguée du Ministre a donné l'explication suivante :

« Artikel 4 § 2 biedt de mogelijkheid om [e]en eventueel belangenconflict en dus onpartijdigheid van een bepaald commissielid vast te stellen, los van enig initiatief van het commissielid in kwestie. Echter, een lid van de evaluatiecommissie wordt geacht om te handelen met 'loyaliteit, waardigheid, eerlijkheid, integriteit, onafhankelijkheid, ijver en competentie', zoals bepaald in de deontologische code in bijlage van het ontwerpbesluit. Dit betekent dat het lid van de evaluatiecommissie wordt geacht om altijd de correcte inschatting te maken van enige onpartijdigheid en belangenconflict.

Het toevoegen van de procedure om vaststellingen met betrekking tot onpartijdigheid en/of belangenconflict mogelijk te maken zonder initiatief van het commissielid is bedoeld voor die situaties waarin twijfel bestaat over het respecteren van het deel van de deontologische code inzake het handelen met loyaliteits-, waardigheids- en eerlijkeheidsplicht van het lid van de evaluatiecommissie ».

3.3. Par souci de sécurité juridique, l'article 4, §§ 2 et 3, en projet sera revu afin d'identifier avec précision les hypothèses dans lesquelles le Secrétariat des mandats peut intervenir, en veillant à ce que ces hypothèses s'articulent correctement avec les notions existantes qui sont évoquées à l'article 11, alinéa 4, de l'arrêté du 10 novembre 2021 et dans le code de déontologie annexé à cet arrêté, en définissant le conflit d'intérêt et en précisant que le paragraphe 3 s'applique aux hypothèses autres que celles déjà visées au paragraphe 2.

3.4. En outre, la section de législation observe que les versions française et néerlandaise du paragraphe 2 en projet ne concordent pas : le paragraphe 2 en projet sera également revu sur ce point.

ANNEXE

L'annexe portera, *in fine*, la mention « Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du [...] portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2021 fixant le règlement d'ordre intérieur de la commission d'évaluation des mandataires des services publics régionaux de Bruxelles et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies wordt gegeven, vestigt de afdeling Wetgeving de aandacht van de adviesaanvrager erop dat de verkiezingen van 9 juni 2024 tot gevolg hebben dat de regering sedert die datum niet meer over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van verordeningen noodzakelijk is.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In het vierde lid dient eveneens verwezen te worden naar artikel 6, vierde lid, van de ordonnantie van 19 juli 1990 ‘houdende oprichting van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp’, dat vervangen is bij de ordonnantie van 9 juli 2015.
2. Een besluit van de regering kan niet als rechtsgrond dienen voor een ander verordeningbesluit van de regering.

De verwijzingen die vervat zijn in het vijfde tot het achtste lid dienen te worden weggelaten.¹

¹ Artikel 463, zevende lid, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel’, artikel 456, zevende lid, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ en artikel 404, vijfde lid, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 augustus 2017 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp (DBDMH)’ bepalen dat de regering het huishoudelijk reglement van de evaluatiecommissies opstelt. Die bepalingen vormen evenwel niet de rechtsgrond van het voorliggende ontwerpbesluit. Zie in die zin advies 67.884/4 van 28 september 2020 over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 2021 ‘tot bepaling van het huishoudelijk reglement van de evaluatiecommissie voor de mandaathouders van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel en van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

Indien de steller van het ontwerp melding wenst te maken van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 augustus 2017 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp (DBDMH)’ (hierna: het “DBDMH-statuuat”), het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel’ (hierna: het “GOB-statuuat”), het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ (hierna: het “ION-statuuat”) en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 januari 2021 ‘betreffende het mandaat van de leidend ambtenaar, de adjunct-leidend ambtenaar en de inspecteurs-generaal van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid’, moet zulks geschieden in overwegingen.

3. Naast de rechtsgronden genoemd in het tweede tot het vierde lid, moeten in de aanhef ook de respectieve rechtsgronden van de bepalingen van het ontwerp die betrekking hebben op de mandaathouders van de instellingen van openbaar nut worden vermeld.

4. Alleen verplichte voorafgaande vormvereisten² moeten vermeld worden in een aanhefverwijzing. De facultatieve vormvereisten kunnen vermeld worden in overwegingen. De aanhef moet dienovereenkomstig worden herzien.

5. Het veertiende lid dient aldus herzien te worden dat daarin melding wordt gemaakt van de beslissing van de Gegevensbeschermingsautoriteit van 18 december 2023 waarin verwezen wordt naar standaardadvies nr. 65/2023 van 29 september 2023.

6. Het vijftiende lid dient aangevuld te worden met de datum van het protocol van sectorcomité XV.

² Het gaat met name om het advies van het beheerscomité van Actiris, dat gegeven moet worden overeenkomstig artikel 18 van de ordonnantie van 18 januari 2001 ‘houdende organisatie en werking van Actiris’. Zie in die zin advies 74.434/4 van 4 oktober 2023 over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 november 2023 ‘tot wijziging van (1) het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel, (2) van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel, (3) van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en (4) van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. In de inleidende zin dient gepreciseerd te worden dat de bestaande tekst van het artikel dat gewijzigd wordt, paragraaf 1 wordt van dat artikel.

2. Ter wille van de rechtszekerheid dient het begrip “secretariaat mandaten” gedefinieerd te worden, waarbij in voorkomend geval een onderscheid moet worden gemaakt met het secretariaat waarvan een definitie gegeven wordt in artikel 1, 4°, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 2021 ‘tot bepaling van het huishoudelijk reglement van de evaluatiecommissie voor de mandaathouders van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel en van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

3.1. Artikel 11, vierde lid, van het besluit van 10 november 2021 luidt als volgt:

“Geen lid van de evaluatiecommissie mag zetelen wanneer hij zich in een situatie bevindt die ertoe kan leiden dat zijn onpartijdigheid in gevaar wordt gebracht.”³

Het ontworpen artikel 4, § 2, van het besluit van 10 november 2021 strekt ertoe te bepalen dat het secretariaat mandaten kan optreden indien het kennisneemt van “omstandigheden waardoor een lid van de evaluatiecommissie zijn of haar onafhankelijkheid niet kan garanderen of een belangenconflict kan ontstaan of die als zodanig kunnen worden beschouwd”.

Het ontworpen artikel 4, § 3, bepaalt dan weer dat het ontworpen artikel 4, § 2, van toepassing is op

“feiten die de loyaliteits-, waardigheids- en eerlijkheidsplicht van het lid van de evaluatiecommissie in twijfel kunnen trekken”.

3.2. Op de vraag of de procedure waarvan sprake is in het ontworpen artikel 4, § 2, eveneens van toepassing is bij ontstentenis van onpartijdigheid in de zin van artikel 11, vierde lid, van het besluit van 10 november 2021, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Het toevoegen van deze procedure laat de mogelijkheid om een eventueel belangenconflict en dus onpartijdigheid van een bepaald commissielid vast te stellen, los van enig initiatief van het commissielid in kwestie. Deze procedure is dus inderdaad van toepassing op een eventuele onpartijdigheid.

De toevoeging objectieveert de inschatting van een eventuele onpartijdigheid door de mogelijkheid te installeren om het commissielid hierop attent te maken en te verplichten, met de verdere stappen zoals beschreven in het ontwerpbesluit.”

³ Zie eveneens artikel 463, achtste lid, van het GOB-statuut, artikel 456, achtste lid, van het ION-statuut en artikel 404, zesde lid, van het DBDMH-statuut.

Op de vraag wat het begrip “belangenconflict” inhoudt, en meer bepaald of dat begrip overeenstemt met het belangenconflict waarvan sprake is in artikel 10 van het GOB-statuu⁴, heeft de gemachtigde van de minister overigens het volgende geantwoord:

“Hieronder kan inderdaad dezelfde definiëring worden verstaan, namelijk ‘een toestand waarin hij door zichzelf of door een tussenpersoon een persoonlijk voordeel heeft dat van die aard is om de onpartijdige en objectieve uitoefening van zijn ambt te beïnvloeden of de gewettigde verdenking te doen ontstaan van zulke invloed’”.

Op de vraag, ten slotte, of de loyaliteits-, waardigheids- en eerlijkheidsplicht betrekking heeft op nog een ander geval, heeft de gemachtigde van de minister de volgende uitleg gegeven:

“Artikel 4 § 2 biedt de mogelijkheid om [e]en eventueel belangenconflict en dus onpartijdigheid van een bepaald commissielid vast te stellen, los van enig initiatief van het commissielid in kwestie. Echter, een lid van de evaluatiecommissie wordt geacht om te handelen met ‘loyaliteit, waardigheid, eerlijkheid, integriteit, onafhankelijkheid, ijver en competentie’, zoals bepaald in de deontologische code in bijlage van het ontwerpbesluit. Dit betekent dat het lid van de evaluatiecommissie wordt geacht om altijd de correcte inschatting te maken van enige onpartijdigheid en belangenconflict.

Het toevoegen van de procedure om vaststellingen met betrekking tot onpartijdigheid en/of belangenconflict mogelijk te maken zonder initiatief van het commissielid is bedoeld voor die situaties waarin twijfel bestaat over het respecteren van het deel van de deontologische code inzake het handelen met loyaliteits-, waardigheids- en eerlijkheidsplicht van het lid van de evaluatiecommissie”.

3.3. Ter wille van de rechtszekerheid dient het ontworpen artikel 4, §§ 2 en 3, aldus herzien te worden dat daarin precies wordt aangegeven in welke gevallen het ecretariaat mandaten kan optreden. Daarbij moet erop toegezien worden dat die gevallen perfect aansluiten bij de bestaande begrippen die genoemd worden in artikel 11, vierde lid, van het besluit van 10 november 2021 en in de deontologische code die bij dat besluit gevoegd is. Ook dient het belangenconflict gedefinieerd te worden en dient gepreciseerd te worden dat paragraaf 3 van toepassing is op andere gevallen dan die welke reeds bedoeld worden in paragraaf 2.

3.4. Bovendien wijst de afdeling Wetgeving erop dat de Nederlandse en de Franse versie van de ontworpen paragraaf 2 niet met elkaar overeenstemmen: de ontworpen paragraaf 2 dient eveneens op dat punt herzien te worden.

⁴ Zie eveneens artikel 10 van het ION-statuu^t en artikel 293, eerste lid, 2°, van het BDDMH-statuu^t.

BIJLAGE

De bijlage moet in fine de vermelding “Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van (...) betreffende de wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke regering van 10 november 2021 tot bepaling van het huishoudelijk reglement van de evaluatiecommissie voor de mandaathouders van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel en van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest” bevatten.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Bernard BLERO